

Le 8 septembre 2020, la Vice-Secrétaire générale, la Vice-Première ministre et Ministre des finances du Canada, et le Ministre des finances et de la fonction publique de la Jamaïque ont convoqué virtuellement une quarantaine de ministres et vice-ministres des finances et des représentants de 12 organisations internationales, ainsi que des partenaires institutionnels, des meneurs d'opinion, des représentantes et représentants d'organisations de la société civile et des hauts fonctionnaires, à une réunion de haut niveau des ministres des finances, animée par l'ancienne journaliste de la BBC, M<sup>me</sup> Nisha Pillai. Cette manifestation est le résultat de mois de travail qui ont suivi la Réunion de haut niveau organisée, le 28 mai, par le Secrétaire général et les Premiers ministres du Canada et de la Jamaïque, laquelle a donné lieu au lancement de l'Initiative sur le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après.

La Réunion ministérielle était l'occasion pour les ministres des finances d'examiner une série de

Ces observations liminaires ont donné le coup d'envoi des discussions entre les participantes et participants, qui ont souligné que si la COVID-19 était le catalyseur de cette réunion, la pandémie a mis à nu les vulnérabilités endémiques de notre système économique mondial, entraînant des répercussions disproportionnées sur les pays et les groupes vulnérables. Cette année, en raison de la pandémie, la croissance mondiale devrait chuter de 4,9 %, le commerce mondial de marchandises, de 18,5 %, et les envois de fonds mondiaux et les flux de l'investissement étranger direct de 20 % et 40 %, respectivement. Parallèlement, la dette mondiale a atteint un niveau record de 258 000 milliards de dollars des États-Unis au premier trimestre de 2020. Comme l'a dit l'



Établissant des liens le secteur financier et l'économie réelle, les participants ont étudié des propositions d'action liées au financement extérieur, aux envois de fonds, à l'emploi et à la croissance inclusive. Plusieurs d'entre eux, dont le Rwanda, Fidji, l'Indonésie, Sri Lanka et l'Union européenne, notant les liens qui existent entre la santé et le Programme 2030 dans son ensemble, ont soutenu l'appel de la Vice-Secrétaire générale à la mise au point d'un vaccin équitable et largement disponible pour enrayer la pandémie de COVID-19. Le Royaume-Uni a également souligné l'importance de mettre en place des systèmes de santé solides et résilients qui s'appuient sur une couverture médicale universelle.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), entre autres, a souligné que le financement public devrait être canalisé plus efficacement pour contribuer à soutenir les groupes vulnérables. Des participants, dont l'Égypte et la CEPALC, ont appelé à une plus grande utilisation des investissements de la diaspora pour compenser les pertes de revenus dues à la chute des envois de fonds et à la réduction des coûts de transaction de ces envois. Soulignant les taux élevés de travail informel constatés dans les pays en développement et les économies émergentes, l'Égypte a proposé l'offre de transferts en espèces pour les secours d'urgence, la mise en œuvre de systèmes de garantie de l'emploi et la réduction des taxes élevées grevant le travail formel, tandis que l'Espagne, le Danemark et l'Union européenne ont soutenu le renforcement de la protection sociale et des emplois décents, l'Espagne apportant son soutien à la promotion des emplois décents, notamment à l'initiative de l'Organisation internationale du Travail pour un travail décent à 100 pour cent. La Confédération syndicale internationale a également appelé à la création d'un fonds mondial de protection pour les plus vulnérables destiné à aider à l'instauration d'un nouveau contrat social pour l'avenir. Plusieurs pays, dont le Bangladesh, la Chine et la Gambie, ont appelé les pays à atteindre l'objectif de 0,7 % du produit intérieur brut au titre de l'aide publique au développement, conformément au Programme d'action d'Addis-Abeba.

Conscient qu'un avenir de plus en plus numérisé est inéluctable, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a mis en lumière le potentiel qu'offre la numérisation s'agissant de créer des algorithmes permettant d'approuver des prêts, de renforcer la protection sociale et de réduire le coût des transactions de transfert de fonds, afin de contribuer à réduire les inégalités que la COVID-19 a si manifestement mises à nu. Les Émirats arabes unis ont noté que si la numérisation peut certes accroître l'inclusion financière et faciliter la lutte contre les flux financiers illicites, elle doit néanmoins être gérée correctement pour parer aux risques qui l'accompagnent.

La soutenabilité et la nécessité d'aligner les politiques de relance sur les objectifs de développement durable et sur l'Accord de Paris pour créer un avenir plus résilient, inclusif et durable sont apparues comme un thème transversal dans tous les groupes et fils de discussion. Le Pakistan, la Commission de l'Union africaine et la CEPALC ont soutenu la conversion de créances pour le financement des objectifs de développement durable et les échanges de dettes contre des mesures d'adaptation au climat, afin d'aider à offrir une marge de manœuvre aux pays vulnérables, notamment les petits États insulaires en développement. Le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark, l'Italie, l'Union européenne, la Côte d'Ivoire et d'autres pays ont soutenu

la nécessité d'aligner les initiatives d'investissement privé et public, ainsi que les dépenses publiques, sur les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris, et d'intégrer les risques climatiques dans les informations relatives aux risques financiers. Ils ont également appelé les gouvernements à actualiser leurs plans nationaux, y compris les contributions déterminées au niveau national, les stratégies de réduction des risques de catastrophe et les cadres de financement nationaux intégrés, conformément aux objectifs de durabilité. L'Espagne a appelé à l'élaboration de budgets alignés sur les objectifs de développement durable comme moyen de faire avancer la réalisation du Programme 2030 et d'assurer la cohérence entre les politiques publiques. Les participants ont noté que ce travail s'insère dans le cadre d'une initiative actuellement mise en œuvre, au niveau national, en Espagne.

L'Égypte et l'Union européenne ont soutenu le recours aux obligations vertes pour contribuer à préserver les gains environnementaux créés par la COVID-19 et aider les économies à aller de l'avant. La Banque mondiale a souligné qu'elle a augmenté le montant des ressources de l'Association internationale de développement de 50 % et qu'elle le portera à environ 70 milliards de dollars cette année pour soutenir la réduction de la pauvreté, le développement du capital humain et la lutte contre la menace à long terme que représentent les changements climatiques. Le FMI a quant à lui renvoyé à la nécessité de veiller à ce que les autres crises qui menacent – comme la crise climatique – soient correctement prises en compte et traitées, et d'empêcher que les inégalités et la pauvreté – y compris les inégalités entre les femmes et les hommes – ne refassent leur apparition.

Alors que les flux financiers illicites ont longtemps été considérés comme un problème mondial, le besoin urgent de liquidités dans le contexte actuel les a fait apparaître au grand jour. Dans le but de libérer des ressources indispensables, des groupes ont proposé de créer un mécanisme d'intervention rapide aux fins de la transparence pour privilégier les solutions de lutte contre la corruption et contre le blanchiment d'argent. S'appuyant sur les travaux du PNUD en matière de numérisation, plusieurs participants, dont le Nigéria, le Groupe d'action financière (GAFI) et Oxfam, ont souligné l'importance d'utiliser les technologies numériques pour renforcer les échanges automatiques d'informations fiscales, dynamiser les systèmes de lutte contre le blanchiment d'argent conformément aux normes du GAFI, améliorer le respect des obligations fiscales et lutter contre la fraude fiscale et les flux financiers illicites. Le Nigéria a appelé les pays de destination des flux financiers illicites à participer pleinement à la lutte contre ces flux et à la restitution des avoirs volés, tandis qu'Oxfam a demandé à l'ONU d'organiser une convention mondiale sur la fiscalité.

Pour clore les discussions, le Ministre des finances de la Jamaïque, M. Nigel Clarke, a formé le vœu que la volonté et l'élan politiques aident à transposer en actions les options examinées pendant la réunion. Il a également souligné que les femmes ont subi de manière disproportionnée les effets de la crise liée à la COVID-19 et a exhorté les parties prenantes à prendre en

Pour conclure, la Vice-Secrétaire générale a pris conscience du sentiment renouvelé de l'urgence qu'il y a à présenter aux chefs d'État et de gouvernement, le 29 septembre, une série d'options stratégiques ambitieuses mais réalistes. Elle a pris note de la nécessité d'adopter des politiques qui permettent d'offrir un répit aux pays vulnérables en leur garantissant la disponibilité des ressources, tout en soulignant qu'il convient de mettre en œuvre des propositions audacieuses, telles que le revenu de base inconditionnel et une couverture sanitaire universelle, pour jeter les bases d'un avenir plus résilient. Enfin, elle a exhorté les participants à sortir de cette crise en formant un front uni, notant qu'il n'existe pas de vaccin qui puisse régler rapidement et simplement la crise socioéconomique à laquelle nous faisons face aujourd'hui.